

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et Communauté 1 an 6 mois Ordinaire 1.300 frs 800 frs Avion 3.300 frs 1.700 frs Etranger 1 an 6 mois Ordinaire 1.600 frs 900 frs Avion 3.750 frs 2.300 frs Prix du { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs numéro { Par porteur ou par poste : { Togo-France et Communauté : 90 frs { Etranger : Port en sus.	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOME. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone : 25-92 — LOME

SOMMAIRE

ORDONNANCES

1963

- 31 janvier — Ordonnance n° 63-4 portant modification de la loi n° 62-1 du 5 janvier 1962 et de la loi n° 62-15 du 23 juillet 1962 (loi de finances pour l'exercice 1962 et loi rectificative à la loi précédente) 123
- 15 février — Ordonnance n° 63-8 portant report avec virement au budget d'investissement de l'exercice 1963 des recettes et des crédits inemployés du budget d'équipement et d'investissement 124

ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT

1963

- 31 janvier — Décret n° 63-18 portant approbation du budget primitif de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie, pour l'exercice 1963 127

- 4 février — Décret n° 63-19 portant approbation du budget primitif de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo, exercice 1963 127
- 8 février — Décret n° 63-20 approuvant le budget primitif du Centre National Hospitalier de Lomé 127
- 11 février — Décret n° 63-21 portant approbation du budget primitif de la Commune de Lomé, exercice 1963 127
- 11 février — Décret n° 63-22 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1963 127
- 11 février — Décret n° 63-23 portant approbation du budget primitif de la circonscription d'Atakpamé exercice 1963 127
- 11 février — Décret n° 63-24 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Sokodé, exercice 1963 128
- 11 février — Décret n° 63-25 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1963 128

1963

- 9 février — Arrêté n° 27/PR portant nomination d'un secrétaire général au Ministère des Affaires Etrangères de la République togolaise .. 129
- 11 février — Arrêté n° 28/PR modifiant le prix d'achat au producteur du cacao de la récolte 1962-1963 128
- 11 février — Arrêté n° 29/PR/MF modifiant le prix d'achat du coton de la récolte 1962-1963 128
- 11 février — Arrêté n° 30/PR/MCE modifiant le prix d'achat au producteur du café de la récolte 1962-1963 128

11 février — Arrêté n° 63-31/PR/MCE modifiant les prix d'achat au producteur des graines d'arachides	129
Arrêtés portant nominations et affectations (Chefs de Circonscription et de poste administratif) ..	130

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décision portant affectation	131
------------------------------------	-----

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décisions portant intégrations et engagements	131
---	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1963

31 janvier — Arrêté n° 11/INT portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1962	133
4 février — Arrêté n° 12/INT portant annulation et ouverture de crédit au budget additionnel de la circonscription de Bafilo, exercice 1962	133
Décisions portant mise à la disposition du Ministre de la Fonction Publique de fonctionnaires, agents non-fonctionnaires et suspension de fonctions d'un secrétaire de chef de canton	133

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

1963

31 janvier — Décision n° 34/MF/TP/MF/F accordant une subvention au budget de la commune de Lomé	134
4 février — Arrêté n° 25/MF/F autorisant le paiement d'une somme au profit de la Société Union Electrique d'Outre-Mer	134
4 février — Arrêté n° 27/MF/FA portant augmentation du montant de la caisse d'avance de la Compagnie d'Infanterie Togolaise	134
4 février — Décision n° 37/D/MF relative à la garantie de l'Etat à l'Union Electrique d'Outre-Mer ..	134
4 février — Décision n° 39/D/MF/TP/PT/MF/F autorisant le paiement d'une somme au Fonds Spécial des Nations Unies à Lomé	135
7 février — Décision n° 42/D/MF autorisant le paiement d'une somme au profit du receveur principal des Postes et Télécommunications de Lomé	135
11 février — Décision n° 48/D/MF/FA autorisant le paiement d'une somme au profit du régisseur de la caisse d'avance de l'Ambassade de la République Togolaise en Allemagne Fédérale	135
Arrêtés et décisions portant octroi d'une indemnité à titre de frais de première installation à M. Tigoué Victor, administrateur civil, autorisation d'utiliser sa voiture personnelle à M. Godfried Ekué, directeur du Service de la Radiodiffusion du Togo à Lomé, attribution de secours après décès, renouvellement d'un secours temporaire, octroi d'allocations scolaires et de complément de bourse, concession de pensions, approbation de rôles et rectificatif à un précédent arrêté accordant une allocation viagère annuelle	135

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1963

30 janvier — Décision n° 33/D/MTP/PT portant ouverture d'une cabine téléphonique publique à Zolo (circonscription de Tsévié)	139
--	-----

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décisions portant nomination et affectations	141
--	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décisions portant affectations, prise en charge par le budget général des émoluments d'un assistant d'hygiène d'Etat et licenciement	141
--	-----

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1963

31 janvier — Arrêté n° 25/MTAS/FP portant nomination des assesseurs au Tribunal du Travail pour l'année civile 1963	142
31 janvier — Arrêté n° 26/MTAS/FP fixant pour l'année civile 1963 la composition de la Commission Consultative du Travail	143
5 février — Arrêté n° 33/MFP portant ouverture d'un concours professionnel	143
8 février — Décision n° 82/MFP portant nomination des professeurs de l'ETA pour l'année 1963..	143
Arrêté et décisions portant nominations, titularisation, réintégration, rappels à l'activité et régularisations de situation administrative, intégrations, engagements, affectations, mise et maintien en disponibilité, cessation de fonctions, sanction disciplinaire, exclusion temporaire et rectificatifs à de précédents arrêtés portant intégration et promotion..	143

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décision portant nomination	146
-----------------------------------	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1963

4 février — Arrêté n° 5/MEN portant réorganisation du certificat d'aptitude pédagogique	146
31 janvier — Décision n° 13/D/MEN fixant le nombre de places mises au concours pour les examens professionnels des maîtres de l'enseignement primaire de la République togolaise au cours de l'année scolaire 1962-63	147
Décision portant affectation	147

DIVERS

Arrêté portant avancements automatiques d'échelon (Santé).	147
--	-----

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Fourniture de carburants pour les TP.)	147
Conservation de la propriété foncière (Avis d'immatriculation.)	148

Avis d'immatriculation au registre du commerce	149
Tribunal de droit moderne de 1 ^{re} instance de Lomé (Faillite ouverte)	149
Nécrologie	149

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 63-4 du 31 janvier 1963 portant modification de la loi n° 62-1 du 5 janvier 1962 et de la loi n° 62-15 du 23 juillet 1962 (loi de finances pour l'exercice 1962 et loi rectificative à la loi précédente).

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,
Sur le rapport du Ministre des Finances ;
Le conseil des Ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Les crédits ouverts aux ministères au titre des dépenses ordinaires de fonctionnement pour l'exercice 1962, sont modifiés conformément au tableau B ci-joint en annexe.

Art. 2. — Les ressources affectées au budget d'investissement de 1962 sont augmentées conformément au développement qui en est donné par l'état J. annexé à la présente ordonnance.

Art. 3. — Il est ouvert aux ministères, pour la gestion 1962, au titre du budget d'investissement, des autorisations de programme et des crédits de paiement

supplémentaires pour un montant de quarante et un millions vingt six mille francs, conformément à la répartition par titres, chapitres, articles et paragraphes, qui est donnée à l'état K annexé à la présente ordonnance.

Art. 4. — Les modifications indiquées aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus font apparaître :

Budget Général

Une augmentation de cinq millions neuf cent neuf mille deux cent soixante douze francs, en dépenses.

Budget d'Investissement

Une augmentation de quarante et un millions vingt six mille francs, aussi bien en recettes qu'en dépenses.

Art. 5. — Les charges nettes résultant des opérations prévues à l'article premier soit 345.251.272 francs pour le budget général seront couvertes par des ressources de trésorerie.

Art. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de finances de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 31 janvier 1963.

N. Grunitzky

Par le Président du Gouvernement Provisoire :

Le Ministre des Finances,

A. Meatchi.

ETAT B BUDGET GENERAL DEPENSES

Chap.	Art.	DESIGNATION DES DEPENSES	Prévisions Initiales	Prévisions modifiées	+	--
1		SERVICE DES EMPRUNTS ET DETTES CONTRACTUELLES				
	4	Intérêts et amortissement avances CCCE	91.961.000	56.844.272	--	35.116.728
35		SUBVENTIONS				
	2	Subvention au budget d'Investissements	60.910.000	101.936.000	41.026.000	--
		Total	152.871.000	158.780.272	41.026.000	35.116.728

ETAT J BUDGET D'INVESTISSEMENT *Recettes affectées au budget d'investissement*

Titre	Chap.	Art.	Parag.	Désignation des Recettes	Prévisions
II				SUBVENTION DU BUDGET GENERAL	
	1			Subvention	18.226.000
	2			Subvention pour participation de la République Togolaise à des opérations sur Fonds de concours	22.800.000
				Total	41.026.000

ETAT K
BUDGET D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

Titre	Chap.	Art.	Parag.	Rubrique	DESIGNATION DES DEPENSES	Montant des autorisations de programme	Montant des crédits de paiement	Mode de financement
1	2	1	1		INVESTISSEMENTS EFFECTUES PAR L'ETAT PRESIDENCE			
		2	1		Travaux : Palais de la Présidence	3.101.000	3.101.000	Sub. B. G.
			6		Equipement : Palais de la Présidence	4 690 000	4.690.000	"
					Imprimerie	3.800.000	3.800.000	"
	4	1	3		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES			
					Travaux — Acquisitions : Ambassades — Consulats	5.505.000	5.505.000	"
	8	1	4		MINISTERE DES T.P., MINES, TRANSPORTS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS			
					Travaux : Service des Travaux Publics	22.800.000	22.800.000	"
	10	1	4		MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE			
					Travaux : Assistance médicale	500.000	500.000	"
	11	I	4		MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
					Travaux : Service des Affaires Sociales	630.000	630.000	"
					Total	41.026.000	41.026.000	"

ORDONNANCE N° 63-8 du 15 février 1963 portant report avec virement au budget d'investissement de l'exercice 1963 des recettes et des crédits inemployés du budget d'équipement et d'investissement.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,
Vu la loi n° 62-15 du 23 juillet 1962, notamment en son article 6;
Vu l'ordonnance n° 63-1 du 17 janvier 1963;
Sur la proposition du Ministre des Finances;
Le conseil des Ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Sont reportés au budget d'investissement de l'exercice 1963 avec les imputations et les affectations indiquées au tableau I annexé à la présente ordonnance, les crédits de paiement ouverts au budget d'équipement et d'investissement au titre des exercices 1961 et antérieurs et demeurés inemployés à la date du 31 décembre 1962.

Art. 2. — Sont reportés au budget d'investissement de l'exercice 1963, conformément au tableau II annexé à la présente ordonnance, les prévisions de recettes et

les fonds inemployés du budget d'équipement et d'investissement.

Art. 3. — Les mandats de report des fonds disponibles seront imputés au budget d'équipement et d'investissement, conformément à la répartition par chapitres, articles et paragraphes de l'état G du tableau I annexé à la présente ordonnance.

Les ordres de recettes en contre-valeur seront imputés au budget d'investissement, exercice 1963, conformément à la répartition par titres, chapitres, articles et paragraphes de l'état J du tableau II annexé à la présente ordonnance.

Art. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de finances.

Fait à Lomé, le 15 février 1963.

N. Grunitzky

Par le Président du Gouvernement Provisoire :

Le Ministre des Finances,

A. Meatchi.

I — TABLEAU ANNEXE

à la loi portant report avec virement au budget d'investissement de l'exercice 1963 des crédits ouverts au budget d'équipement et d'investissement au titre des exercices 1961 et antérieurs et demeurés inemployés au 31 décembre 1962.

BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT					BUDGET D'INVESTISSEMENT — GESTION 1963						
ETAT G					ETAT K						
Chap.	Art.	Parag.	Désignation des dépenses	Montant des crédits disp.	Titre	Chap.	Art.	Parag.	Désignation des dépenses	Autorisation de program.	Crédits de paiement
I	3		Acquisition		1				Investissements effectués par l'Etat		
	5		Achat de terrains pour l'installation des forces de police	1.170.500		2			Présidence		
			Frais d'installation des représentations de la République togolaise à l'étranger	20.015.582			1		Travaux		
			Total du chapitre 1	21.186.082			1		Palais du Gouvernement	1.346.698	1.346.698
							6		Imprimerie	443.966	443.966
II—C			Travaux			4			Affaires étrangères		
	1	1	Programme de construction de logements sur avance C.C.F.O.M.	21.419			1		Travaux acquisitions d'immeubles		
		2	Dépenses d'installation des pouvoirs publics, des services généraux, des ministères et des circonscriptions nouvelles	2.651			3		Ambassades et consulats	20.015.582	20.015.582
			Total de l'article 1	24.070		4			Ministère de l'intérieur		
	2	1	Dépenses d'installation des pouvoirs publics	25.374			1		Travaux — Acquisitions d'immeubles		
		2	Dépenses d'installation des forces de police et de sécurité	37.907			3		Service de la sûreté	1.170.500	1.170.500
		3	Travaux neufs des services généraux et des circonscriptions	1.023.251		7	2		Equipement		
			Total de l'article 2	1.086.532			4		Garde togolaise	1.620.014	1.620.014
	3		Provision pour réévaluation, dépenses diverses et imprévues	140.992			1		Ministère de la justice		
			Total du chapitre II-C	1.251.594			3		Travaux		
II—D			Equipement			10			Cours d'appel		
	1		Equipement du centre de chèques postaux	334			1		Ministère de la santé publique		
	2		Equipement des chemins de fer du Togo	264			4		Travaux		
			Equipement des forces de sécurité intérieure (garde).	1.269.080		13			Assistance médicale	743.001	743.001
			Total du chapitre II-D	1.269.678					Réseau des CFT et du wharf.		
III—C			Travaux				1		Travaux		
	1	1	Résidence du président de la Chambre des députés	78.325			1		Réseau des CFT		
		2	Bureaux de la présidence	1.346.698			2		Wharf	1.258.955	1.258.955
		3	Bâtiment des 4 ministères	111.778			2		Equipement		
		4	Bâtiment de l'imprimerie	443.966			2		Wharf	349.146	349.146
			Total de l'article 1	1.980.767		14			Dépenses communes d'investissement		
	2	1	Construction de 5 logements d'officiers à Lomé et de 2 logements pour la police	25.000					Travaux		
							1		Equipement hôtelier de la capitale	3.311.038	3.311.038
							2		Equipement hôtelier des circonscriptions		

BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT					BUDGET D'INVESTISSEMENT — GESTION 1963						
ETAT G					ETAT K						
Chap.	Art.	Parag.	Désignation des dépenses	Montant des crédits disp.	Titre	Chap	Art.	Parag.	Désignation des dépenses	Autorisation de program.	Crédits de paiement
III-D		2	Construction de 195 logements de gardes	82.591				3	Construction de logements de fonctionnaires à Lomé. . .	173.420	173.420
		3	Constructions diverses pour la garde (magasin souterrain pour essence et munitions, garage, infirmerie, bâtiment radio et salle d'instruction)	339				4	Aménagement de logements (agrandissements, transformations	2.519.172	2.519.172
		4	Construction de l'hôtel de police	114.490					Total des crédits reportés.	32.951.492	32.951.492
			Total de l'article 2.	222.420							
	4		Edification d'un hôtel touristique à Lomé	3.311.038							
	5		Remise en état du wharf.	1.258.955							
	6		Construction de logements de magistrats et aménagement du bâtiment du tribunal supérieur d'appel	3.234							
	8		Aménagement du bâtiment no 68, sis avenue de la victoire (Ambassade USA)	152.001							
	9		Transformation du centre culturel de Lomé en mairie	67.266							
	10		Extension du réseau de distribution d'eau potable de Lomé.								
	11		Construction d'un logement pour le médecin chef de la subdivision sanitaire de Nuatja.	250.001							
	12		Construction d'une citerne à la maternité de Nuatja.	493.000							
			Total du chapitre III-C.	7.738.681							
			Equipement.								
	1		Achat de 6 fourgons tôlés et motos pour la garde togolaise.	400							
	2		Achat de matériel Radio pour la garde togolaise	58.677							
	3		Armement, équipement de la garde togolaise.	292.257							
	6		Aménagement et ameublement des 3 résidences ministérielles.	11.794							
	7		Equipement du bâtiment à étages pour 4 ministères.	2.395							
	8		Equipement téléphonique des ministères.	1.953							
	11		Equipement du service de la sûreté (armement).	179.138							
	12		Renouvellement de la batterie du wharf.	349.146							
	13		Provision pour réévaluation, dépenses diverses et imprévues.	609.697							
			Total du chapitre III-D.	1.505.457							
			Total des crédits à reporter.	32.951.492							

II — TABLEAU ANNEXE

L'ordonnance portant report au budget d'investissement 1963 des crédits de paiement et des fonds inemployés du budget d'équipement et d'investissement.

BUDGET D'EQUIPEMENT ET D'INVESTISSEMENT						BUDGET D'INVESTISSEMENT — GESTION 1963 ETAT J					
Chap.	Art.	Parag.	Désignation des recettes	Prévisions à reporter	Fonds à reporter	Titre	Chap	Art.	Parag.	Désignation des recettes	Prévisions
CV			Contribution du budget gé- néral au budget d'équipement et d'investissement.	29.640.454	29.640.454	II				Subvention du budget gé- néral.	
CVII			Fonds de concours.	—	—		1			Subventions.	29.640.454
CVIII			Prêts et emprunts			IV	1	1	1	Prêts et emprunts.	
			a) — Prêts de la caisse de stabilisation des prix du ca- cao (équipement hôtelier). . .	3.311.038	3.311.038				2	Caisse de stabilisation des prix du cacao.	3.311.038
			b) — Prêt de la caisse cen- trale de coopération économi- que.	—	—				3	Caisse centrale de coopéra- tion économique.	—
			Total	32.951.492	32.951.492					Total.	32.951.492

ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

Budgets primitifs

Chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo

N° 63-18 du 31-1-63. — Le budget primitif de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie pour l'exercice 1963 est approuvé et arrêté en recettes à la somme de 10.825.000 francs et en dépenses à la somme de 10.390.000 francs soit avec un excédent de recettes sur les dépenses de 435.000 francs.

Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo

N° 63-19 du 4-2-63. — Le budget primitif de la Caisse de Compensation des prestations familiales du Togo, exercice 1963 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cent trente cinq millions neuf cent sept mille francs (135.907.000).

Centre national hospitalier

N° 63-20 du 8-2-63. — Est approuvé le budget primitif du Centre National Hospitalier de Lomé — exercice 1963 — s'élevant en recettes et en dépenses à la somme

de cent cinquante quatre millions deux cent cinquante trois mille (154.253.000) francs.

Le Ministre des Finances et le Ministre de la Santé Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Commune de Lomé

N° 63-21 du 11-2-63. — Le budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1963 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : cent vingt un millions cent cinquante mille francs (121.150.000 francs).

Circonscription de Tabligbo

N° 63-22 du 11-2-63. — Le budget primitif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1963 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme : treize millions huit cent dix sept mille six cent quarante neuf francs (13.817.649 francs).

Circonscription d'Atakpamé

N° 63-23 du 11-2-63. — Le budget primitif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1963 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : vingt millions quatre vingt trois mille deux cent cinquante francs (20.083.250 francs).

Circonscription de Sokodé

N° 63-24 du 11-2-63. — Le budget primitif de la circonscription de Sokodé, exercice 1963 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : douze millions huit cent quatre vingt seize mille francs (12.896.000 francs).

Circonscription de Lama-Kara

N° 63-25 du 11-2-63. — Le budget primitif de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1963 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix neuf millions mille six cent trente francs (19.001.630 francs).

ARRETE N° 28/PR/MCE du 11-2-63 modifiant le prix d'achat au producteur du cacao de la récolte 1962-1963.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISoire,

Vu l'arrêté n° 194/PM/MIC du 25 octobre 1957 fixant les conditions de stabilisation des prix du cacao ;

Vu l'arrêté n° 126/PR/MFAE/AE du 19 octobre 1962 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de la caisse de Stabilisation pour la Récolte Principale 1962-63 ;

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Economie et de la Justice,

ARRETE :

Article premier. — Le prix d'achat au producteur du cacao de la récolte 1962-63 est porté à 65 francs le kilogramme pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. — Par application du barème de frais ci-joint, la valeur de revient FOB Lomé du cacao est fixée à 94.053 francs (quatre vingt quatorze mille cinquante trois francs).

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 11 février 1963.

N. Grunitzky

Campagne d'achat du Cacao

Récolte principale 1962-63

Barème des Frais de commercialisation

Francs CFA la tonne

Prix d'achat au producteur.	65.000.
Commission acheteur	1.500
Transport à centre de collecte . . .	1.100
Manutention	350
Loyer Magasin	200
Chemin de fer (Y.C. Voie locale). .	1.030
Total	4.180

Valeur nu-bascule Lomé 69.180.

Sacherie 14,1/4 à 100	1.425
Amortissement sacherie 10o/o . . .	142
Entrée et sortie Magasin	200
Déchets 0,5o/o V.N.B.	346
Loyer magasin	300
Financement 6o/o V.L.M. 3 mois . .	1.119
Frais généraux 2,5o/o V.L.M. . . .	1.864
Total	5.396

Valeur loco-magasin Lomé 74.576.

Transit (Y.C. Voie locale)	820
Commission exportateur 1,75o/o FOB.	1.646
Wharf — Phare	670
Statistique	143
Péage et phyto-sanitaire.	225
Droit de sortie 7,5o/o sur V:M: 120.000	9.000
Conditionnement 1,5o/o sur V.M.	1.800
120.000.	1.800
T. F. R. T. T. 5,5o/o sur FOB. . . .	5.173
19.477	

Valeur FOB Lomé 94.053.

Soutenue.

ARRETE N° 29 PR/MCE du 11 février 1963 modifiant le prix d'achat du coton de la récolte 1962-1963.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISoire,

Vu le décret n° 58-114 du 30 septembre 1958 fixant les règles de commercialisation du coton ;

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Economie et de la Justice et du Ministre de l'Economie Rurale,

ARRETE :

Article premier. — Le prix d'achat au producteur du coton de la récolte 1962-63 est porté à 29 francs le kilogramme tous marchés pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 11 février 1963

N. Grunitzky

ARRETE N° 30/PR/MCE du 11 février 1963 modifiant le prix d'achat au producteur du café de la récolte 1962-1963.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISoire,

Vu le décret n° 59-187 du 3 décembre 1959 réglementant les conditions de stabilisation des prix, de commercialisation et d'exportation de café ;

Vu l'arrêté n° 136/PR/MFAE/AE du 20 novembre 1962 fixant la date d'ouverture de la campagne et les conditions d'intervention de la Caisse de Stabilisation pour la récolte du café 1962-63 ;

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Economie et de la Justice,

ARRÊTE :

Article premier. — Le prix d'achat au producteur du café de la récolte 1962-63 est porté à 65 francs le kilogramme pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. — Par application du barème de frais ci-joint, la valeur de revient FOB Lomé du café est fixée à 100.952 (cent mille neuf cent cinquante deux francs).

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 11 février 1963.

N. Grunitzky

Campagne d'achat café

Récolte 1962-1963

Barème des frais de commercialisation

Prix d'achat au producteur ..	65.000
Commission acheteur.	1.800
Transport.	2.000
Manutention.	400
Loyer - Magasin.	200
Chemin de fer.	1.030

5.430

Valeur nu-basculé Lomé 70.430.

Passage au Catador y compris déchets	1.500
Sacherie 13 1/2 à 100.	1.350
Amortissement sacherie 10 o/o.	135
Manutention.	200
Loyer - Magasin.	300
Financement 6 o/o 4 mois V.L.M.	1.548
Frais généraux 2,5 o/o V.L.M.	1.935

6.968

Valeur loco-magasin - Lomé 77.398.

Commission exportateur 2 o/o FOB.	2.019
Transit.	780
Wharf - Phare - Statistique.	803
Taxe — péage et phytosanitaire.	225
Droits de sortie 12 o/o V.M. 105.000.	12.600
Taxe de conditionnement 1,5 o/o VM	1.575
TFRTT 5,5 o/o FOB	5.552

23.554

Valeur soutenue FOB Lomé 100.952.

ARRÊTE N° 31/PR/MCE/du 11 février 1963 modifiant les prix d'achat au producteur des graines d'arachides.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,

Vu le décret n° 57-140 du 3 décembre 1957 portant création d'une Caisse de Stabilisation des prix de l'arachide ;

Vu l'arrêté n° 297 du 14 décembre 1959 fixant entre autres les conditions d'intervention de la Caisse de Stabilisation des prix de l'arachide.

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Economie et de la Justice et du Ministre de l'Economie Rurale,

ARRÊTE :

Article premier. — Les prix d'achat au producteur des graines d'arachides décortiquées de la récolte 1962-1963 sont portés pour compter de la date de signature du présent arrêté à :

Zone d'achat	Marchés	Prix d'achat kg.
I	Tous marchés de la région des savanes.	27 francs
II	Tous marchés de la région du centre.	28 francs
III	Tous marchés de la région des plateaux, de la région maritime	29 francs

Art. 2. — Une péréquation de 2 francs par kilogramme sera assurée par la caisse de stabilisation sur les quantités de graines d'arachides commercialisées, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 11 février 1963.

N. Grunitzky

ARRÊTE N° 27/PR du 9 février 1963 portant nomination d'un secrétaire général au Ministère des Affaires Etrangères de la République togolaise.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 17 janvier 1963 portant constitution du Gouvernement Provisoire de la République Togolaise ;

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 22/MFP en date du 31 janvier 1963 portant engagement ;

Sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères,

ARRÊTE :

Article premier. — M. Kouassigan Guy, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon, en service au Ministère des Affaires Etrangères de la République togolaise, est nommé secrétaire général audit Ministère.

Art. 2. — L'intéressé est assimilé aux directeurs des cabinets ministériels au point de vue indemnité de fonction et déplacement.

Art. 3. — Le présent arrêté qui prend effet pour compter du 1^{er} février 1963 sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 février 1963.

N. Grunitzky

Nominations - Affectations

N^o 9/PR/INT. du 4-2-63. — M. Amegan André, secrétaire d'administration 2^e classe 4^e échelon, précédemment en service au Centre Hospitalier de Tokoin-Lomé, est nommé chef de la circonscription administrative d'Anécho, en remplacement de M. Pierre Bannerman.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 10/PR/INT. du 4-2-63. — M. Daniel Dokou, agent permanent hors catégorie, précédemment en service au Trésor à Lomé, est nommé chef du poste administratif de Badou, en remplacement de M. Moussa Dermani.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 11/PR/INT. du 4-2-63. — M. Télou Abidjanga, secrétaire d'administration 2^e classe 4^e échelon, précédemment en service à la direction des finances à Lomé, est nommé chef de la circonscription de Lama-Kara, en remplacement de M. Pius Nyavor.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 12/PR/INT. du 4-2-63. — M. Kao Kézié, secrétaire d'administration 2^e classe 4^e échelon, précédemment en service à la direction de l'Enseignement à Lomé, est nommé chef du poste administratif de Sotouboua, en remplacement de M. Guinguina Amadou.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 13/PR/INT. du 4-2-63. — M. Dosseh Georges, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon, précédemment en service à la Mairie de Lomé, est nommé chef de la circonscription administrative de Lomé, en remplacement de M. Vincent Bedu.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 14/PR/INT. du 4-2-63. — M. Bodjona Alphonse, agent d'exploitation 2^e classe 3^e échelon, précédemment en service comme chef de circonscription de Tabligbo, est nommé chef de la circonscription de Pagouda, en remplacement de M. Eusèbe Afidegnon.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 15/PR/INT. du 4-2-63. — M. Abel Akpama, secrétaire d'administration 2^e classe 4^e échelon, précédemment en service à l'Inspection Mobile à Lomé, est nommé chef de la circonscription administrative de Klouto, en remplacement de M. Sam Klu.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 16 PR/INT. du 4-2-63. — M. Ali Frédéric, secrétaire d'administration 2^e classe stagiaire, précédemment en service au Ministère des Affaires Economiques à Lomé, est nommé chef de la circonscription de Bafilo, en remplacement de M. François N'guissan.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 17/PR/INT. du 4-2-63. — M. Théophile Edorh, adjoint administratif 2^e classe stagiaire est nommé chef de la circonscription administrative d'Akposso, en remplacement de M. Joseph Lodonou.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N^o 18 PR/INT. du 4-2-63. — M. Boukary Bonfoh, adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment en service à la direction des finances à Lomé, est nommé chef de la circonscription de Bassari, en remplacement de M. Prosper Agopomé.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 19 /PR/INT. du 4-2-63. — M. Joachim Akouvi, agent d'exploitation 2^e classe 4^e échelon, précédemment en service aux P.T.T. à Lomé, est nommé chef du poste administratif de Blitta, en remplacement de M. Emmanuel Ekoué.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 20/PR/INT du 4-2-63. — M. Joseph Bagna, secrétaire d'administration 2^e classe 2^e échelon, précédemment en service à l'Inspection Mobile à Lomé, est nommé chef de la circonscription administrative de Dapango, en remplacement de M. Alexandre Tékoé.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 21/PR/INT. du 4-2-63. — M. Boukary Djobo, administrateur civil, 2^e classe 2^e échelon, précédemment en service au Secrétariat d'Etat au Plan à Lomé, est nommé chef de la circonscription administrative de Sokodé, en remplacement de M. Akouété Akué Jean.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 22/PR/INT. du 4-2-63. — M. Couassi Joseph, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle, précédemment en service à Tabligbo, est nommé chef de la circonscription de Mango, en remplacement de M. Roger Mensah.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 23/PR/INT du 4-2-63. — M. Théodore Hunlédé, adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon, précédemment en service à la Direction des Domaines à Lomé, est nommé chef de la circonscription administrative de Tabligbo, en remplacement de M. Alphonse Bodjona.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 24/PR/INT du 4-2-63. — M. Gaston Ahyee, commis d'administration principal 2^e échelon, précédemment en service aux Travaux Publics à Mango, est nommé

chef de la circonscription administrative de Tsévié, en remplacement de M. André Johnson.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 25/PR/INT du 4-2-63. — M. Wallace Mamfa, moniteur d'agriculture, est nommé chef de la circonscription administrative de Kandé en remplacement de M. Aziglossou Emile.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 26/PR/INT du 4-2-63. — M. Boukpassi Nossa Martin, commis d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon, précédemment agent spécial de Tsévié, est nommé chef de la circonscription administrative de Niamtougou, en remplacement de M. Sodji Léandre.

Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Affectation

N° 3/D/MAE du 8-2-63. — M. Tigoué Victor, administrateur civil 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au Ministère des Affaires Étrangères, est affecté à l'Ambassade du Togo en France en qualité d'attaché économique.

Son traitement est imputable au budget général — exercice 1963, chapitre 10, article 4.

Une réquisition de passage par voie aérienne en 1^{re} classe (Groupe II) de Lomé à Paris lui sera accordée.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Intégrations

N° 18/D/PR/MDN. du 13-2-63. — À compter du 10 février 1963, les personnels désignés ci-après sont intégrés dans l'Armée Nationale Togolaise :

Ajanké Ayité, adjudant échelle 3 plus 9 ans marié 1 enfant

Kokou Gandoh, adjudant échelle 3 plus 12 ans marié 1 enfant

Lawani Condé, adjudant échelle 3 plus 12 ans marié 9 enfants

Eklou Comlan, adjudant échelle 3 plus 9 ans marié 4 enfants

Ahouélé Paul, adjudant échelle 3 plus 12 ans marié 5 enfants

Bagana Salifou, sergent-chef échelle 1 plus 10 ans marié 6 enfants

Aduayi Stanislas, sergent-chef échelle 2 plus 9 ans marié 3 enfants

Badjassim Théralba, sergent-chef échelle 3 plus 9 ans marié 1 enfant

Dossou Délété, sergent-chef échelle 1 plus 5 ans marié 4 enfants

Homawoo Emmanuel, sergent-chef échelle 3 plus 9 ans marié 2 enfants

Taota Innocent, sergent-chef échelle 3 plus 9 ans marié 2 enfants

Adanké Akakpo, sergent échelle 2 plus 9 ans marié 5 enfants

Dansou Augustin, sergent échelle 3 plus 9 ans marié 5 enfants

Banawayé Paul, sergent échelle 2 plus 5 ans marié 3 enfants

Kpadé Kokouvi Jean, sergent échelle 2 plus 5 ans marié 5 enfants

Kouessan Tomety, sergent échelle 2 plus 9 ans marié 2 enfants

Sala Simtasse, caporal-chef échelle 1 plus 10 ans marié 2 enfants

Tossou Mensah, caporal-chef échelle 2 plus 9 ans marié 2 enfants

Mensah André, caporal échelle 2 plus 3 ans célibataire

Agba Mathias, caporal échelle 1 plus 5 ans marié 4 enfants

Hosso Loko Pierre, caporal échelle 2 plus 9 ans marié 1 enfant

Adadogou Antoine, caporal échelle 2 plus 9 ans marié 6 enfants

Samina Kokou, caporal échelle 1 plus 5 ans marié 1 enfant

Djondo Elie, caporal échelle 1 plus 5 ans marié 3 enfants

Ayivon Kodjo, caporal échelle 1 plus 5 ans marié 5 enfants

Koffi Antoine, caporal échelle 1 plus 5 ans marié 1 enfant

Dosse Truston, caporal échelle 2 plus 5 ans marié 6 enfants

Apédo Léon, caporal échelle 2 plus 5 ans marié 2 enfants

Dabla Akouété, caporal échelle 2 plus 5 ans marié 1 enfant

Assotena Adjé, caporal échelle 2 plus 3 ans marié sans enfant

Tchadeli Ama, 1^{re} classe échelle 2 plus 5 ans marié 1 enfant

Bélégai Bodona, 1^{re} classe échelle 2 plus 12 ans marié 3 enfants

Tawelessi Abotchi, 1^{re} classe échelle 1 plus 5 ans marié 3 enfants

Katasse Lackougnon, 1^{re} classe échelle 2 plus 5 ans célibataire

Douakibe Laré, 1^{re} classe échelle 2 plus 9 ans marié 2 enfants

Aouli André, 1^{re} classe échelle 1 plus 3 ans marié sans enfant

Tokofaye Koffi, 1^{re} classe échelle 2 plus 5 ans marié 1 enfant

Kpandang Songai, 1^{re} classe échelle 2 plus 9 ans marié 1 enfant

Péang Babié, 1^{re} classe échelle 1 plus 9 ans marié 5 enfants

Ayi Franck, 1^{re} classe échelle 1 plus 5 ans marié sans enfant

Laré François, 1^{re} classe échelle 1 plus 5 ans marié 1 enfant

Patamwélé Katcha, 1^{re} classe échelle 1 plus 9 ans marié 5 enfants

Kpinsi Akesso, 1^{re} classe échelle 1 plus 9 ans marié 5 enfants

Poyo N'Gbandela, 1^{re} classe échelle 1 A.D.L. célibataire

Ali Simitolo, 1^{re} classe échelle 2 plus 9 ans marié 3 enfants

Baga Alphonse, 1^{re} classe échelle 1 plus 5 ans marié 2 enfants

Amidou Tchanilé, 1^{re} classe échelle 2 plus 9 ans marié 4 enfants

Assikpa Labougou, 1^{re} classe échelle 1 plus 5 ans marié 2 enfants

Ayivon Kossivi Vincent, 1^{re} classe échelle 1 plus 3 ans marié 2 enfants.

Les intéressés auront droit à la solde et aux indemnités correspondant à leurs grade, échelle et temps de services.

Les intéressés percevront les prestations familiales aux taux en vigueur dans la Fonction Publique togolaise.

Engagements

N° 15/D/PR/MDN. du 5-2-63. — A compter du 1^{er} février 1963, les candidats désignés ci-après sont admis dans la Gendarmerie Nationale, en qualité de gendarmes de 2^e classe — 1^{er} échelon :

Kpeto Agoéyovo

Kougbagan Bernard

Les intéressés percevront le traitement correspondant à leur grade et à leur échelon.

N° 17/D/PR/MDN. du 11-2-63. — A compter du 10 février 1963, les candidats désignés ci-après sont admis dans la Gendarmerie Nationale, en qualité de gendarmes de 2^e classe — 1^{er} échelon :

Koumondji Koffi

Soussoukpo H. Gnangnon

Liggie Samuel

Kotokpa Robert

Abalo Comlan Félicien

Naki Baba

Anani Kokou Etienne

Occancey Apia Daniel

Les intéressés percevront le traitement correspondant à leur grade et à leur échelon.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

Commune de Lomé

N° 11/INT. du 31-1-63. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1962.

Chapitre II. — Service d'action municipale (Pers.)

Art. 2. — Salaire du personnel adif n/titulaire. 2.000

Chapitre X. — Dépenses diverses

Art. 5. — Cotisation à la C.C.P.F.T. 150.000
152.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la Commune de Lomé, exercice 1962.

Chapitre II. — Service d'action municipale (Pers.)

Art. 1 — bis — Traitement du personnel adif, titulaire (principal et accessoires) 2.000

Chapitre X. — Dépenses diverses

Art. 9. — Frais d'hospitalisation personnel communal. 150.000
152.000

Circonscription de Bafilo

N° 12/INT. du 4-2-63. — Est approuvée l'annulation de crédit au chapitre et article ci-après du budget additionnel de la circonscription de Bafilo, exercice 1962.

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Art. 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux. 45.530

Est approuvée l'ouverture de crédit au chapitre et article ci-après du budget additionnel de la circonscription de Bafilo, exercice 1962.

Titre I — Reports

Chapitre 2 — Restes à payer d'après les engagements. 45.530

Mise de fonctionnaires et d'agents non-fonctionnaires à la disposition du Ministère de la Fonction Publique

N° 12/D/INT du 5-2-63. — M. Nonou Justin, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon, de retour de congé, et M. Laré Bacco Boukari, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, précédemment directeur de cabinet p.i. du Ministre

de l'Intérieur sont remis à la disposition du Ministre de la Fonction Publique.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 13/D/INT du 12-2-63. — Sont remis à la disposition du Ministre de la Fonction Publique, les agents dont les noms suivent :

M. Bleoussi Kékpedou, ouvrier confirmé de 3^e échelon, en service à la circonscription administrative d'Akpanamé.

M. Assogba Sossouvi Germain, chauffeur permanent 3^e catégorie échelle A, en service au Ministère de l'Intérieur.

M. Amoussou Antoine, chauffeur permanent 2^e catégorie échelle D, en service à la circonscription administrative de Tsévié.

M. Ketemepy L. Martin, chauffeur permanent 5^e catégorie échelle A, en service à la circonscription administrative de Dapango.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 14/D/INT du 12-2-63. — M. Lodonou Joseph, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon, précédemment chef de la circonscription administrative d'Akposso, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 15 /D/INT du 12-2-63. — M. Agopomé Prosper, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Bassari, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 16/D/INT du 12-2-63. — M. Ekoué F. Emmanuel, instituteur adjoint de 3^e classe 3^e échelon, précédemment chef du poste administratif de Blitta, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 17/D/INT du 12-2-63 — M. Mensah Roger, agent contractuel, précédemment chef de la circonscription administrative de Mango, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 18/D/INT du 12-2-63. — M. Johnson K. André, secrétaire d'administration principal de 3^e échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Tsévié, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 19/D/INT du 12-2-63. — M. Aziglossou Emile, agent de constatation de 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Kandé, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 20/D/INT du 12-2-63. — M. Bédu Vincent, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Lomé, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 21/D/INT du 12-2-63. — M. Tèkoé Edoé Alexandre, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Dapango, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 22/D/INT du 12-2-63. — M. Akouété-Akué Jean, instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Sokodé, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 23/D/INT du 12-2-63. — M. Bannerman Pierre, agent contractuel, précédemment chef de la circonscription administrative d'Anécho, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 24/D/INT du 12-2-63. — M. Nyavor Pius, agent technique de 2^e classe 3^e échelon, précédemment chef de la circonscription p.i. de Lama-Kara, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 25/D/INT du 12-2-63. — M. Guinguina Amadou, agent permanent hors catégorie, précédemment chef du poste administratif de Sotouboua, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 26/D/INT du 12-2-63. — M. Klu Sam, agent contractuel, précédemment chef de la circonscription administrative de Klouto, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 27/D/INT du 12-2-63. — M. Afidégnon Eusèbe, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Pagouda, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 28/D/INT du 12-2-63. — M. N'Guissan K. François, adjoint administratif 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Bafilo, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

N° 29/D/INT du 12-2-63. — M. Dermani Moussa, infirmier vétérinaire de 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment chef du poste administratif de Badou, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction publique.

Suspension de fonctions

N° 10/D/INT du 31-2-63. — M. Dotsé Samuel, secrétaire du chef de canton de Gapé (circonscription de Tsévié), est suspendu de ses fonctions pour compter du 22 janvier 1963.

MINISTÈRE DES FINANCES

Subvention

N° 34/D/MF du 31-1-63. — Une subvention de quinze millions de francs (15.000.000) est accordée au budget de la commune de Lomé, au titre de contribution aux dépenses d'éclairage de la ville de Lomé pendant l'année 1962.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitre 33, article 2.

Autorisation de paiement

N° 25/MF/F du 4-2-63. — Est autorisé le mandatement au profit de la société Union Electrique d'Outre-Mer, de la somme de neuf cent vingt sept mille quatre cent soixante huit (927.468) francs, au titre du remboursement des taxes perçues sur le gas-oil consommé à la Centrale de l'Unelco-Lomé pour la période du 1^{er} au 31 octobre 1962.

Soit : a/— Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas-oil :
231.867 litres à 3 francs le litre ... 695.601
b/— Taxe perçue au profit du fonds
routier sur la vente du gas-oil :
231.867 litres à 1 franc le litre ... 231.867

Total 927.468

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitre 30, article 3.

Augmentation du montant d'une caisse d'avance

N° 27/MF/FA du 4-2-63. — L'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse d'avance de la compagnie d'infanterie togolaise est portée à 800.000 francs (huit cent mille francs) pour compter du 1^{er} janvier 1963.

Garantie de l'Etat à l'Unelco

N° 37/D/MF du 4-2-63. — Une garantie de dix millions de francs CFA (10.000.000 francs CFA) sera précomptée sur les sommes dues à l'Unelco et affectée dans les écritures du trésor au compte n° 112-40 « Fonds consignés ».

La main-levée de cette consignation ne pourra être donnée que par décision ministérielle.

Le trésorier-payeur est chargé de l'exécution de la présente décision.

Autorisations de paiement

N° 39/D/MF-F du 4-2-63. — Est autorisé le paiement au Fonds Spécial des Nations-Unies à Lomé de la somme de 17.850 dollars U.S., soit quatre millions trois cent soixante treize mille deux cent cinquante (4.373.250) francs CFA, représentant la troisième et dernière tranche de la contribution du Togo aux frais locaux d'exécution du programme d'études hydro-pédologiques dans la République togolaise.

Cette somme sera mandatée et versée au compte : « United nations spécial fund account » n° 8.194 ouvert à la BNCI-Lomé.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitre 33, article 4.

N° 42/D/MF du 7-2-63. — Est autorisé le paiement par le receveur principal des Postes et Télécommunications de Lomé de la somme de 706.903 francs (sept cent six mille neuf cent trois francs) représentant le montant des commandes de matériel et de documents de service passées par l'intermédiaire du bureau d'études des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer, 5, rue Oswaldo-Cruz — Paris 16^e.

Cette somme sera versée aux comptes courants postaux n° 9042-16 et 9040-00 respectivement ouverts aux noms de l'agent comptable du bureau d'études des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer, 5, rue Oswaldo Cruz — Paris 16^e et de M. le receveur principal de la Seine, 22, rue du Louvre-Paris 1^{er}.

La régularisation de la caisse du receveur principal se fera dès réception des factures objets des délégations de crédits n°s 5, 6 et 7 sur le chapitre 19, article 6, exercice 1962, qui n'ont pu être transférées au service administratif central.

N° 48/D/MF/FA du 11-2-63. — Est autorisé le paiement à M. Abdou-Raouf Issaka, régisseur de la caisse d'avance de l'Ambassade de la République togolaise en Allemagne Fédérale, 53-Bonn, Friedrich-Wilhelm-Strasse 19, son compte N° 195453, ouvert à Dresdner Bank Muester Platz 1-3 Bonn de la somme de trois cent quatre vingt et un mille sept cent quatre vingt trois (381.783) francs CFA ou six mille deux cent dix sept Deutsch marks quatre vingt dix sept pfennigs (DM. 6.217,97) représentant le montant des justifications produites admises en régularisation.

Une somme de trois cent quatre vingt huit mille cent quatre vingt dix huit (388.198) francs CFA représentant le montant des justifications de dépenses admises en régularisation à mandater au profit du régisseur conformément aux termes de l'article 1^{er} ci-dessus et les frais de virement sur Bonn s'élevant à six mille qua-

tre cent quinze (6.415) francs CFA sera mandaté par les soins du service des finances de la République togolaise à Lomé au nom de la BAO. à Lomé, chargée du virement sur Bonn.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitres 10 et 11, article 6.

Indemnité

N° 50/D/MF du 11-2-63. — Une indemnité de cent cinquante mille (150.000) francs C. F. A. est allouée à titre de frais de première installation à M. Tigoué Victor, administrateur civil 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire affecté à l'Ambassade du Togo en France.

Pour compter de la date de départ du Togo pour rejoindre son nouveau poste, M. Tigoué Victor percevra une indemnité mensuelle de fonctions de soixante mille francs CFA (60.000 francs).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1963 — chapitre 10, article 4.

L'ordonnateur-délégué et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Utilisation d'une voiture personnelle

N° 51/D/MF du 11-2-63. — M. Godfried Ekué, directeur du service de la radiodiffusion est autorisé à utiliser sa voiture personnelle (Berline Peugeot 203 — R.T. 8242) pour les besoins du service kilomètres autorisés . . . 450.

Conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du décret n° 62-73 du 4 mai 1962, le bénéficiaire de la présente décision percevra une indemnité kilométrique aux taux prévus selon la puissance de sa voiture. Cette mesure aura effet pour compter du jour de la mise en service du véhicule.

La dépense résultant de cette décision est imputable au budget général, chapitre 28, article 5.

Le chef du service des finances est chargé de l'exécution de la présente décision.

Secours après décès

N° 43/D/MF/FR du 11-2-63. — Un secours après décès de vingt sept mille deux cent vingt cinq (27.225) francs CFA équivalant à un mois et demi de salaire brut de M. Tchakpala Louis, aide-moniteur permanent de 5^e catégorie, échelle B — groupe V — décédé à Lomé le 26 juillet 1962, est accordé à ses orphelins.

Ce secours, imputable au budget général du Togo, chapitre 20, article 4, exercice 1962, sera mandaté au nom de M. Abidji Martin Tcha, préposé des douanes, en service à Badou (circonscription de l'Akposso), tuteur des orphelins du de cujus.

N° 47/D/MF/FR du 11-2-63. — Un secours après décès de cinquante et un mille soixante treize (51.073) francs CFA équivalant à trois mois de solde brute (indice 295), majorée du complément spécial 1/10^e de M. Palanga Pago Richard, agent d'hygiène adjoint 4^e échelon, décédé à Mango le 1^{er} décembre 1961 est accordé à ses orphelins.

Ce secours, imputable au budget général du Togo chapitre 22, article 9 sera mandaté au nom de M. Tchédre Palanga Wembou, domicilié à Lama-Kara, tuteur légal des orphelins du de cujus.

Renouvellement de secours temporaire

N° 26/MF/FR du 4-2-63. — Le secours temporaire de dix huit mille (18.000) francs CFA par an accordé par arrêté n° 25/MF/FP du 13 février 1959 à M. Agbevè Djobokou, ex-manœuvre spécialisé de l'hôpital de Lomé, est renouvelé pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1962.

La dépense résultant du paiement de ce secours payable par trimestre et à terme échu, est imputable au budget général du Togo.

Allocations scolaires

N° 32/D/MF/MEN du 31-1-63. — Une subvention de 4.159.665 francs (quatre millions cent cinquante neuf mille six cent soixante cinq francs), représentant le montant des allocations pour nourriture et habillement des boursiers des établissements secondaires de l'enseignement privé catholique du Togo, pour le 1^{er} trimestre 1963 (janvier-février-mars 1963), est accordée à la mission catholique.

La dépense est imputable au budget général du Togo exercice 1963, chapitre 36, article 1.

N° 36/D/MF/MEN du 31-1-63. — Une subvention de 786.665 francs (sept cent quatre vingt six mille six cent soixante cinq francs), représentant le montant des allocations pour nourriture et habillement des boursiers des établissements secondaires de l'enseignement privé évangélique du Togo, pour le 1^{er} trimestre 1963 (janvier, février, mars 1963), est accordée à la mission évangélique.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 36, article 1.

N° 44/D/MF/MEN du 11-2-63. — Est accordée, pour l'entretien des 9 élèves sages-femmes togolaises de l'école des sages-femmes de Dakar, une allocation de neuf cent mille francs CFA (900.000 CFA) pour la période du 1^{er} trimestre 1963 suivant détails ci-après :

Par élève et par trimestre :

$$300.000 = 100.000 \text{ CFA.}$$

3

Pour les 9 élèves sages-femmes :

$$100.000 \times 9 = 900.000 \text{ CFA.}$$

Le montant de ses dépenses sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'économe de l'école des sages-femmes de Dakar (République du Sénégal).

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 36, article 3.

Le chef du service des finances, le directeur de l'enseignement et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

N° 46/D/MF/MEN du 11-2-63. — Est accordée à chacun des élèves boursiers togolais de l'école d'assistants d'élevage de Bamako dont les noms suivent, une allocation scolaire pour le 1^{er} trimestre 1963 :

M.M. Dossou Kokou Dovie Emmanuel
Agbemelo Mensah

suivant détails ci-après :

Allocations scolaires brutes

25.000 CFA par élève et par mois

par élève et pour les 3 mois

$$25.000 \times 3 = 75.000$$

pour les 3 élèves :

$$75.000 \times 3 = 225.000$$

Le montant de ces dépenses sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'économe de l'école des assistants d'élevage de Bamako.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 36, article 3.

Le chef du service des finances, le directeur de l'enseignement et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Complément de bourses

N° 45/D/MF/MEN du 11-2-6. — Un complément de bourses de 4.800 francs CFA par mois est accordé pour le 1^{er} trimestre 1963 (soit trois mois — janvier, février, mars 1963) aux étudiants togolais de l'Université de Dakar dont les noms suivent :

Akakpo Folivi Dieudonné	Gaba Laurent
Alipui Victor	Pétéou Akizi
Bannerman Oswald	Polo Arégba
Bélévi Jacques	Dosseh Messan Bernard
Dogo Koudjoulou Henri	Hodonou Emmanuel Kossi
Dovi Pierre	Max Louise
Placca Dovi Emmanuel	Hevo Etienne
Bodjona Dominique	Wilson Akouété
Dossevi Lionel Kouévi	Tamekloé Mathieu
Salami Amoussa	Dogblé Benjamin,
Mensah Sylvanus	

suivant détails ci-après :

par mois et par étudiant :

$$20.000\text{frs} - 15.200\text{frs} = 4.800 \text{ francs}$$

par étudiant et par trimestre

$$4.800\text{frs} \times 3 = 14.400 \text{ francs}$$

pour les 21 étudiants et pour le 1^{er} trimestre 1963.

$$14.400\text{frs} \times 21 = 302.400 \text{ francs}$$

Le montant de ces dépenses sera mandaté par les soins du service des finances de la République du Togo au profit de l'agent comptable de l'Université de Dakar.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 36, article 3.

Le chef du service des finances, le directeur de l'enseignement et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'exécution de la présente décision.

Concession de pensions

N° 20/MF/FR du 31-1-63. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Hiffoh Sossouvi Amétowoyona, (née Djibom)

Hiffoh Sossouvi Kayi, (née Sédakpé),

épouses de M. Hiffoh Sossouvi Godfroid, ouvrier de 3^e classe des travaux publics, décédé à Lomé le 2 décembre 1960, une pension de veuve au taux annuel de huit mille quatre cent soixante (8.460) francs cfa pour compter du 12 décembre 1961.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à trois mille trois cent quatre vingt quatre (3.384) francs cfa l'an pour compter du 11 décembre 1960 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Sossivi, née en 1950

Sowouanou, né le 10 décembre 1953

Mèyèvi, née le 25 janvier 1954

Sokèvi, née le 22 septembre 1956

Sowanou, né le 10 octobre 1959

Sossinou, né le 31 octobre 1959

Sossavi Etienne, né le 30 octobre 1960.

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans résolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Adjétey A. Michel, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 21/MF/FR du 31-1-63. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à Mme veuve Atayi Théo-Dora Ayawovi (née Adabunu), épouse de M. Atayi John Emmanuel, commis d'administration ordinaire de 2^e classe en retraite (indice 410 — pourcentage 44 o/o), décédé à Lomé le 13 avril 1961, une pension de veuve au taux annuel de trente sept mille huit cent quarante (37.840) francs CFA. pour compter du 12 décembre 1961.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à

sept mille cinq cent soixante huit (7.568) francs CFA. l'an pour compter du 12 décembre 1961 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Ayoko Lydia Bernice, née le 5 janvier 1941

Ayoko Ellen Lily, née le 12 mars 1941

Ernest James Ayayi, né le 8 mai 1948

Georges Armstrong Ayikoué, né le 16 janvier 1949

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans résolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Atayi Salomon Amaté, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus, ainsi que le montant des arrérages de pension dus à M. Atayi John Emmanuel pendant le mois d'avril 1961.

N° 22/MF/FR du 31-1-63. — Par application des dispositions de l'article 23 paragraphes VI et VII du décret du 29 mars 1954, il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à chacun des orphelins mineurs dénommés ci-dessous de M. Folly Pierre, infirmier adjoint 2^e échelon de l'Assistance Médicale du Togo (indice 255, pourcentage 11 o/o), décédé à Lomé le 7 août 1957 :

Ayélé Pierrette Nicole, née le 15 mai 1951

Ayélé Gisèle, née le 14 juin 1954

Têko Pierre Paul Joffre, né le 21 juillet 1956

Ekoué Jacques Yves, né le 12 juin 1957,

une pension temporaire d'orphelin fixée à deux mille deux cents (2.200) francs CFA. élevée au minimum vital de deux mille deux cent trente six (2.236) francs CFA. l'an pour compter du 23 octobre 1960.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans résolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées à l'article 1^{er} ci-dessus, dont le montant total ne peut être inférieur au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père, seront versées entre les mains de M. Koudouovoh Michel chargé de la tutelle des orphelins mineurs ainsi que de l'administration des biens du de cujus.

N° 23/MF/FR du 4-2-63. — Une pension pour ancienneté de services avec dispense de la condition d'âge (pourcentage 54 o/o) au montant annuel de cent huit mille cinq cent quarante (108.540) francs CFA. est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M. Adoté Vincent, infirmier principal de classe exceptionnelle du cadre local de l'Assistance Médicale du Togo (indice 470), admis à la retraite pour invalidité non imputable au service.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1962.

M. Adoté Vincent pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 10^e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 4 août 1950
 Berthin, né le 4 juillet 1952
 Léandre, né le 25 février 1953
 Dominique Adovi, né le 4 août 1954
 Simon Adovi, né le 28 octobre 1954
 Adoukoè Marie Immaculée, née le 24 mars 1957
 Adoudévi Régina Josephine, née le 27 août 1957
 Adoukoè Agatha Brigitta, née le 2 février 1959
 Kalé Adjoa Bernadette, née le 7 août 1961
 Kalévi Marie Elisabeth, née le 1^{er} août 1962.

N° 24/MF/FR du 4 février 1963. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Amedjro Francisca (née Nyakodi)
 Amedjro Fidélia Sényawodi (née Attiogbé)
 Amedjro Massan Cathérine (née Adzo)
 Amedjro Antonia Homéké (née Agbadi),

épouses de M. Amedjro Mensah, premier-maître matelot du Wharf en retraite, décédé à Allao le 14 décembre 1957, une pension de veuve au taux annuel de cinq mille sept cent quatre vingts (5.780) francs CFA.

Les dates de l'entrée en jouissance des pensions accordées ci-dessus sont fixées comme suit :

27 août 1958 pour M^{me} Amedjro Francisca (née Nyakodi);

22 décembre 1960 pour M^{me} Amedjro Fidélia Sényawodi (née Attiogbé);

29 août 1961 pour M^{mes} Amedjro Massan Cathérine (née Adzo) et Amedjro Antonia Homéké (née Agbadi).

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à quatre mille six cent vingt quatre (4.624) francs CFA. l'an pour compter du 27 août 1958 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Ernestine Kossiwo, née le 12 novembre 1944
 Edouard, né le 23 avril 1948
 Christophe Kokou, né le 13 septembre 1950
 Bruno Kokou, né le 6 octobre 1954.

En vertu de l'article 23, paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de leurs tutrices légales dénommées ci-après :

M^{me} Veuve Amedjro-Fidélia Sényawodi (née Attiogbé), en ce qui concerne sa fille Ernestine Kossiwo;

M^{me} Veuve Amedjro Francisca (née Nyakodi), en ce qui concerne ses fils Edouard, Christophe Kokou et Bruno Kokou.

Rôles

N° 18/MF/CD du 31-1-63. — Sont pris en charge des rôles de régularisation, exercice 1962 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
503	Com. Lomé	Taxe progressive	5.377.892	
504	»	Taxe progressive 11,546		
		I.G.R. 12,216		
			23.762	5.401.654
		BUDGET COMMUNAL		
503	Com. Lomé	Taxe civique	553.950	
504	»	Taxe civique	14.000	
505	»	Patentes 134,299		
		C.A. s/patentes 15,359		
		Licences 5,750		
		C.A. s/licences 1,150		
			156.558	724.508
		Total		6.126.162

N° 19/MF/CD du 31-1-63. — Sont pris en charge des rôles de régularisation, exercice 1962 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
506	Circ. Kandé	Patentes	1.700	8.000
507	Circ. Bafilo	Taxe s/armes non perfectionnées	6.300	
		BUDGET DE CIRCONSCRIPTION		
507	Circ. Bafilo	C/A. s/taxe s/armes non perfectionnées	630	8.330
508	" "	Taxe civique	7.700	
		Total		16.330

Rectificatif

RECTIFICATIF du 11 février 1963 à l'arrêté n° 62/MF/FR du 24 mars 1960 accordant une allocation viagère annuelle.

Au lieu de :

Une allocation viagère annuelle de quarante neuf mille trois cent trente six (49.336) francs cfa est accordée à M. Awoukousse Etay, né en 1898, agent permanent, précédemment en service aux travaux publics du Togo, justifiant de 24 ans 1 mois et 9 jours de services effectifs au 31 décembre 1959, date de la cessation définitive de ses fonctions suivant décision n° 1165/MFP du 26 décembre 1959 du Ministre de la fonction publique.

Lire :

Une allocation viagère annuelle de soixante trois mille sept cent vingt huit (63.728) francs cfa, est accordée à M. Awoukousse Etay, né en 1898, agent permanent, précédemment en service aux travaux publics du Togo, justifiant de 30 ans 10 mois 14 jours de services effectifs au 31 décembre 1959, date de la cessation définitive de ses fonctions suivant décision n° 1165/MFP du 26 décembre 1959 du Ministre de la fonction publique.

(Le reste sans changement.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

DECISION N° 33/D/MTP/PT du 30-1-63 portant ouverture d'une cabine téléphonique publique à Zolo (Circonscription de Tsévié).

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,
Vu le décret n° 61-46 du 3 mai 1961 ;

Vu l'arrêté n° 586/PTT du 25 décembre 1946 portant organisation du service téléphonique au Togo ;

Vu la construction de la ligne téléphonique de Zolo ;

Vu les nécessités du Service et les vœux de la population du village de Zolo ;

Sur la proposition du chef du Service des Postes et Télécommunications,

DECIDE :

Article premier. — Pour compter du 15 janvier 1963, il est ouvert à Zolo (Circonscription de Tsévié), une cabine téléphonique publique dont la gérance est assurée gratuitement par le chef de Poste des Douanes de Zolo.

Art. 2. — M. Houndjo Gaudens, le chef de Poste des Douanes, prêter le serment professionnel dans les formes réglementaires auprès du receveur principal des Postes et Télécommunications de Lomé.

Art. 3. — Les taxes perçues par M. Houndjo seront versées à la fin de chaque mois au receveur principal de Lomé qui les incorporera dans ses propres écritures.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1963

A. Meatchi.

TABEAU

des taxes des communications téléphoniques du régime intérieur demandées à partir ou à destination de Zolo (Cabine téléphonique rattachée à Lomé).

CIONS INTERURBAINES : par unité de 3 minutes (tableau ci-dessous).

Destinations	Distance	Taxe	Observations	Destinations	Distance	Taxe	Observations
Lomé	55 Km	80	Bureau P.T.T.	Barkoissi	448 km	360	Cab. téléph.
Anécho	75 —	80	Bureau P.T.T.	Bombouaka	473 km	360	Cab. téléph.
Anfoin	80 —	100	Bureau P.T.T.	Davedi	41 km	40	Cab. téléph.
Anié	105 —	140	Bureau P.T.T.	Dayes Ndigbé	85 km	100	Cab. téléph.
Atakpamé	121 —	140	Bureau P.T.T.	Elavagnon	165 km	180	Poste Adm.
Badou	135 —	140	Bureau P.T.T.	Gapé	22 km	40	Cab. téléph.
Bafilo	310 —	300	Bureau P.T.T.	Gati	47 km	40	Cab. téléph.
Bassari	308 —	300	Bureau P.T.T.	Gblinvié	30 km	40	Cab. téléph.
Blitta	205 —	240	Bureau P.T.T.	Gboto	65 km	80	Cab. téléph.
Dapango	490 —	360	Bureau P.T.T.	Goudevé	80 km	100	Cab. téléph.
Kandé	387 —	300	Bureau P.T.T.	Guérin-Kouka	358 km	300	Cab. téléph.
Lama-Kara	340 —	300	Bureau P.T.T.	Kabou	335 km	300	Cab. téléph.
Mango	430 —	360	Bureau P.T.T.	Kévé	5 km	40	Cab. téléph.
Nuatja	60 —	80	Bureau P.T.T.	Kissibo	147 km	140	Cab. téléph.
Palimé	60 —	80	Bureau P.T.T.	Klouto	67 km	80	Cab. téléph.
Sokodé	275 —	240	Bureau P.T.T.	Kolowaré	288 km	240	Cab. téléph.
Tsévié	35 —	40	Bureau P.T.T.	Kougnohou	140 km	140	Cab. téléph.
Agou	48 —	40	Bureau P.T.T.	Koussountou	270 km	240	Cab. téléph.
Agbéluvhé-gare	38 —	40	Agence post.	Kouvé	58 km	80	Cab. téléph.
Agbonou-gare	120 —	140	Agence post.	Kpadapé	50 km	40	Cab. téléph.
Akaba-gare	168 —	180	Agence post.	Kpété-Bena	117 km	140	Cab. téléph.
Chra-gare	96 —	100	Agence post.	Kpété-Maflo	120 km	140	Cab. téléph.
Gléi-gare	95 —	100	Agence post.	Mission-Tové	30 km	40	Cab. téléph.
Niamtougou	365 —	300	Agence post.	Nakitindi-est	472 km	360	Cab. téléph.
Noépé	25 —	40	Agence post.	Pagouda	365 km	300	Poste Adm.
Pagala	194 —	180	Agence post.	Pana	472 km	360	Cab. téléph.
Porto-Ségué	70 —	80	Agence post.	Sagbado	42 km	40	Cab. téléph.
Tabligbo	65 —	80	Agence post.	Sanguéra	38 km	40	Cab. téléph.
Vogan	70 —	80	Agence post.	Ségbé	40 km	40	Cab. téléph.
Abréwanko	150 —	140	Cab. téléph.	Sotouboa	230 km	240	Cab. téléph.
Adéta	100 —	100	Cab. téléph.	Tchamba	290 km	240	Cab. téléph.
Afagnan-Bletta	75 —	80	Cab. téléph.	Bè	66 km	80	Cab. téléph.
Afagnangan	75 —	80	Cab. téléph.	Tchékpo	50 km	40	Cab. téléph.
Agadji	115 —	140	Cab. téléph.	Tomégbé	128 km	140	Cab. téléph.
Nakitindi	600 —	420	Cab. téléph.	Vokoutimé	72 km	80	Cab. téléph.
Agouévé	44 —	40	Cab. téléph.	Ouidah	120 km	140	Dahomey
Ahépe	58 —	80	Cab. téléph.	Sakété	186 km	180	Dahomey
Ahouenhouen	136 —	140	Cab. téléph.	Abomey-Calavi	135 km	140	Dahomey
Akata	80 —	100	Cab. téléph.	Godomey	158 km	180	Dahomey
Aképe	30 —	40	Cab. téléph.	Parahoué	96 km	100	Dahomey
Aklakou	87 —	100	Cab. téléph.	Agoué	92 km	100	Dahomey
Akoumapé	59 —	80	Cab. téléph.	Athiémé	88 km	100	Dahomey
Akoviépé	25 —	40	Cab. téléph.	Bohicón	148 km	140	Dahomey
Assahoun	5 —	40	Cab. téléph.	Bopa	120 km	140	Dahomey
Amégnran	70 —	80	Cab. téléph.	Cotonou	162 km	180	Dahomey
Assomé	60 —	80	Cab. téléph.	Grand-Popo	105 km	140	Dahomey
Attitogon	80 —	100	Cab. téléph.	Porto-Novo	180 km	180	Dahomey
Baguida	68 —	80	Cab. téléph.	Ségbroé	112 km	140	Dahomey
				Allada	168 km	180	Dahomey
				Comé	108 km	140	Dahomey

Avis d'appel et préavis. — Taxe égale au 1/3 de la taxe unitaire de conversation applicable pour la relation considérée avec minimum de perception de 80 francs.

Taxe de nuit — de 21 heures à 6 heures : Même taxe que pour les communications demandées pendant les heures normales d'ouverture du service téléphonique avec perception d'une surtaxe fixe par communication de :

- a) communications destinées à un médecin, une sage-femme ou un vétérinaire 60 francs
- b) communications autres que ci-dessus . . . 150 —

Ces surtaxes ne sont cependant pas applicables aux communications officielles et à celles ayant pour objet de signaler un sinistre ou un danger menaçant la vie humaine ou la sécurité publique.

Les taxes applicables aux communications demandées à partir des postes publics sont les mêmes que celles des com-

munications demandées à partir des postes d'abonnés (tableau ci-dessus) majorées des surtaxes fixes suivantes :

- a) — Jusqu'à 100 kms 10 francs
- b) — Au-dessus du 100 kms 20 —

(I) Sans limitation de durée.

(II) Lorsque la distance est inférieure ou égale à 500 kms, chaque unité de taxe est indivisible.

Lorsqu'elle est supérieure à 500 kms, pour les conversations dépassant une durée de trois minutes, chaque minute au-delà de la troisième est taxée séparément à raison de 1/3 de la taxe unitaire pour la relation considérée, avec maximum de perception de 200 francs par minute supplémentaire.

Ce barème annule les précédents.

TAXES

des communications pour le Ghana demandées à partir de Zolo (par unité de 3 minutes).

Destinations	Distance	Taxe	Destinations	Distance	Taxe
Accra	198 km	180	Nkwakwa	258 km	240
Ada	120 km	140	Nsawam	190 km	180
Akuse	168 km	180	Oda	275 km	240
Bekwai	330 km	300	Peki	353 km	300
Cape Coast	322 km	300	Saltpont	295 km	240
Denu	65 km	80	Sekondi	375 km	300
Dunkwa	355 km	300	Suhun	272 km	300
Ho	138 km	140	Swedru	248 km	240
Hohoe	165 km	180	Tafo	292 km	240
Keta	75 km	80	Takoradi	385 km	300
Koforidua	198 km	180	Tarkwa	390 km	300
Konongo	415 km	360	Tsito	150 km	140
Kumasi	345 km	300	Winneba	245 km	240
Mangoase	294 km	240	Kade	276 km	240
Mampong	198 km	180			

MINISTERE DE LA JUSTICE

Nomination

N° 7/D/MJ du 8-2-63. — M. Dagba Jules, greffier de 2^e classe, en service au Tribunal de Lomé, est nommé attaché au cabinet du Ministre de la Justice.

L'intéressé percevra à cet effet l'indemnité afférente à sa fonction.

La solde et l'indemnité de fonction continueront à être supportés par le chapitre 16, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Affectations

N° 5/D/MJ du 31-1-63. — Est et demeure rapportée la décision n° 2/MJ. du 7 janvier 1963 portant mutation.

M. Yempapou Omoro Yamdja, agent permanent hors catégorie, en service au Tribunal de Droit Moderne (Section Sokodé), est affecté au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance de Dapango.

M. Lawson Victor, agent permanent 5^e catégorie échelle A., en service au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance de Dapango, est affecté au Tribunal de Droit Moderne (Section Sokodé).

N° 6/D/MJ du 8-2-63. — M. Adjalla Sébastien, secrétaire d'administration, en service au Tribunal de Droit Moderne, est affecté au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance de Dapango.

M. Dosseh Marcellin, secrétaire d'administration, en service au Tribunal de Droit Moderne, est affecté au Tribunal Coutumier de Première Instance de Sokodé.

MINISTERE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Affectations

N° 7/D/MSP du 31-1-63. — Les fonctionnaires des services de la santé publique dont les noms ci-dessous sont affectés :

à l'Assistance Médicale à Lomé

M. Mensah-Noutchet Théophile, commis d'administration principal, 2^e échelon, précédemment en service au Ministère de la Santé Publique.

Participation à différents Plans d'opération

MM. Koffi Kouma Nicolas, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Sodji Ahlonkor Armand, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Kpadenou Joseph, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Gbenado Manassé, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Kpodar Clément, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Les dépenses sont imputables au budget général — chapitre 22 — article 6, en ce qui concerne l'Assistance Médicale, article 10, en ce qui concerne la Participation à différents Plans d'opération.

La présente décision aura effet pour compter de la date de la prise de service des intéressés.

N° 10/D/MSP du 6-2-63. — Les fonctionnaires des services de la Santé Publique dont les noms ci-dessous sont affectés :

au centre national hospitalier de Lomé

Mme Comlan Agnès, sage-femme de 1^{re} classe 3^e échelon, de retour de congé.

Mme Quaye Louise, infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon, de retour de congé.

à la subdivision sanitaire de Lomé

Mme Ahianor Confort, infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon, de retour de congé.

à la subdivision sanitaire de Palimé

M. Koudegneto Tchacha, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment en service à Niamtougou, en remplacement de M. Adayi Damien appelé à d'autres fonctions.

à la subdivision sanitaire de Nuaŋja

M. Ahadji Jonathan, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon, de retour de congé.

à la subdivision sanitaire d'Atakpamé

Mlle Tetegan Françoise, infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon, de retour de congé.

M. de Medeiros E. Valère, assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon, de retour de congé.

à la subdivision sanitaire de Bassari

Mme Edoth Léopoldine, sage-femme de 2^e classe 1^{er} échelon, de retour de congé.

M. Edoth Valentin, agent technique de 2^e classe 2^e échelon, de retour de congé.

à la subdivision sanitaire de Niamtougou

M. Adayi Damien, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment en service à Palimé, en remplacement de M. Koudegneto Tchacha, muté.

Les dépenses sont imputables au budget général — chapitre 22 — articles 6 et 7, et au budget du centre national hospitalier.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service et de la mise en route des intéressés.

Imputation budgétaire

N° 11/D/MSP du 7-2-63. — M. Yehouessi André, assistant d'hygiène d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment rétribué sur le budget communal, est repris en charge par le budget général — chapitre 22 — article 8 à compter du 1^{er} janvier 1963.

Licenciement

N° 8/D/MSP du 1-2-63. — Est et demeure rapportée la décision n° 105-D/MSP du 24 octobre 1962 portant licenciement.

M. Houessouagbo François, agent permanent 1^{re} catégorie échelle D, en service au Centre National Hospitalier de Lomé, est licencié de son emploi à compter du 1^{er} novembre 1962, pour mauvaise manière habituelle de servir.

M. Houessouagbo François aura droit aux indemnités ci-après :

- 1°) Un mois de préavis.
- 2°) Indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.
- 3°) Indemnité de licenciement, soit 20 % du salaire mensuel moyen par année de service.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Assesseurs près le Tribunal du Travail

N° 25/MTAS/FP du 31-1-63. — Sont désignés pour remplir les fonctions d'assesseurs au Tribunal du Travail pendant l'année civile 1963 :

Branches d'activité	Assesseurs	Employeurs	Assesseurs	Salariés
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Services publics	Akakpo Visah Bebou Benoît	Poimboeuf Kuevi Kouassi	Adjanoh André Aoume André	Koffi Adolphe Do Rego Blaise
Commerces, professions, libérales, banques, transports.	Auduc Paul Cloetta Jacques	Mahe des Portes R. Ovidio de Souza	Kotoko Kloutsé André Edorh Raphaël	Damahouzan Emmanuel Martin Martiom
Agriculture, industrie, travaux publics.	Piquelin Francis Kalife Michel	Gourves Jean Grenier	Lawson Marcus Segbaya Julien	Typan Basile Kelly Michel
Personnel domestique,			Ghandi André Dodzi Henri	Sotohou Daniel Tossou Samuel

Commission consultative de travail

N° 26/MTAS/FP. du 31-1-63. — Sont nommés membres titulaires et suppléants de la Commission Consultative du Travail pour l'année civile 1963 :

Représentants des Employeurs

Membres titulaires	Membres suppléants	Proposés ou désignés par :
Junod Cloetta Bouleau Artiguebierre	Moutou Sermisoni Cote Dedry	S.C.I.M.P.E.X.T.O. S.I.E.I.T. Synd. Entrepreneurs des T.P. et des Bâtiments C.A.T. M.T.A.S.
Yaovi Olympio Corre Amouzou Robert Koffi Adolphe Tossah Jean Johnson James Akakpo Bernard R. Ovidio de Souza	Clément Mensah Couteaux Kouassi Adolphe Adjamgba Albert Adjanoah André Togbevi M. Stéphan Aduayom Antoine Vacher	U.N.T.T. C.T.T.C. M.T.A.S.

Concours professionnel

N° 33/MFP du 5-2-63. — Un concours professionnel pour le recrutement de cinq préposés et de trois agents spécialisés du corps des fonctionnaires des Postes et Télécommunications est ouvert à Lomé, Palimé, Atakpamé, Sokodé et Mango le lundi 18 mars 1963 aux agents permanents des Postes et Télécommunications ayant accompli cinq ans de services effectifs.

Les demandes de candidature devront préciser l'option pour le cadre des préposés ou des agents spécialisés et parvenir au Ministère de la Fonction Publique (Direction du Personnel) au plus tard le 1^{er} mars 1963 à 12 heures, date impérative.

L'heure d'ouverture du concours et les locaux où se dérouleront les épreuves feront l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

Professeurs à l'école togolaise d'administration

N° 82/D/MFP du 8-2-63. — Sont nommés professeurs à l'Ecole Togolaise d'Administration pour l'année 1963, les fonctionnaires, agents d'administration et particuliers suivants, dans les disciplines ci-après :

A. — PROFESSEURS

Comptabilité, M. Bruce
Droit Commercial, M. Olympio
Coopération et mutualité, M. Amedegnato
Droit Civil 1^{re} année, M. Puech
Droit Civil 2^e année, M. Guerin
Droit Criminel, M. Abolivier
Economie Politique, M. Tèvi
Géographie générale, M. Le R.P. Peters
Géographie du Togo, M. Akakpo-Vizah
Législation Financière 1^{re} année, M. Mensah
Législation Financière 2^e année, M. Poimboeuf
T.P. de Législ. Financière, M. Logossou
Morale, M. Valour

Législation du Travail, M. Molinie
Déontologie, M. Placktor
Rédaction Administrative et O et M., M. Vincensini
Sociologie, M. Geldreich
Statistique, M. Looky Sylvere
Anglais, M. Apedo-Amah et M. Francks
Dactylographie, M. Bruce
Droit Administratif, M. Quashie
Droit Constitutionnel, M^c d'Almeida
Géographie régionale, M. Attignon
Français, M. Le R.P. Kapuscik

B. CHARGES DE CONFERENCES HORS COURS

Problèmes monétaires et financiers M. Guyomar
Planification et dévelop. économique M. Akakpo-Vizah
Relations internationales M. Kouassigan
Conférences pédagogiques M. Chevalier
Problèmes sanitaires, M. le Dr. Pierre Noël
Travaux pratiques de droit, MM. Laloum et Lawson

Ils percevront individuellement à ce titre, une indemnité horaire forfaitaire de mille (1.000) francs pour les cours enseignés.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 24, article 9, exercice 1963.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1963.

Nominations

N° 22/MFP. du 31-1-63. — M. Kouassigan Adjeté Guy, titulaire du diplôme de docteur en droit est admis dans le corps du personnel de l'administration générale, en qualité d'administrateur civil 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du Ministre des affaires étrangères, (budget général : chapitre 10, article 2), pour compter du 10 janvier 1963.

N° 23/MFP. du 31-1-63. — Mlle Ayivor Patience, diplômée de l'école normale de Cape Coast est admise dans le corps des fonctionnaires, de l'enseignement en qualité d'institutrice adjointe 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 550 — catégorie C) et mise à la disposition du Ministre de l'éducation nationale (budget général : chapitre 26, article 7) en remplacement numérique de M. Adabra Samuel en disponibilité.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 35/MFP. du 8-2-63. — M. Blagoe Jonathan Cowries, titulaire du BEPC., est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement, en qualité d'instituteur-adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale en remplacement numérique de M. Matthia Julien, décédé (budget général : chapitre 26 — article 7).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Titularisations

N° 40/MFP. du 8-2-63. — Les secrétaires d'administration stagiaires ci-après désignés, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi et

nommés secrétaires d'administration 2^e classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} janvier 1963 :

Ali Dermane Frédéric	Adjalla Sébastien
Denkey Ayi Antoine	Creppy K. Robert
Kinvi Kouévi Bernard	Dosseh Agbodoh Marcellin
Amouzou François	

Réintégration

N° 34/MFP. du 8-2-63. — Sont et demeurent rapportés pour compter du 5 mai 1961 les arrêtés n°s 125/MFP du 5 mai 1961 et 66/MFP du 12 février 1962 portant respectivement suspension de fonctions et radiation des cadres de M. Kouessan Grégoire, agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon.

M. Kouessan Grégoire, agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon (indice 402) est reclassé dans le nouveau cadre des agents d'exploitation pour compter du 1^{er} janvier 1962 au grade d'agent d'exploitation 2^e classe 4^e échelon (indice 700/726) et remis à la disposition du Ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget général : chapitre 18, article 2.)

Le présent arrêté aura effet pour compter du 17 janvier 1963 au point de vue de la solde.

Rappels à l'activité et régularisations de situation administrative

N° 29/MFP. du 4-2-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 251/MFP du 30 août 1962 portant suspension de fonctions de Mme Kouessan Joséphine (née Bohn), infirmière ordinaire 2^e échelon du corps du personnel technique et médical du Togo.

N° 30/MFP. du 4-2-63. — Il est mis fin pour compter du 11 mars 1961 à la position de détachement de M. Abalo Joseph Firmin, agent de constatation 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des douanes.

M. Abalo Joseph Firmin est remis à la disposition du Ministre des finances (service des douanes). (Budget général : chapitre 14 — article 9.)

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 17 janvier 1963.

N° 31/MFP. du 5-2-63. — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Amenkey Michel, préposé des douanes, l'arrêté n° 342/MFP du 6 novembre 1962 portant suspension de fonctions.

N° 24/MFP. du 31-1-63. — Il est mis fin pour compter du 17 janvier 1963 au détachement de M. Kpotsra Gerson, médecin de 1^{er} échelon.

La situation administrative de M. Kpotsra Gerson est ainsi régularisée au strict point de vue de l'ancienneté dans le cadre des médecins de l'AMI de l'ex-AOF :

médecin 1^{er} échelon 1.1.58
médecin 2^e échelon 1.1.60
médecin 3^e échelon 1.1.62

M. Kpotsra Gerson, médecin de 3^e échelon du cadre de l'AMI de l'ex-AOF, indice local 1.139, est intégré dans le cadre des médecins de la République togolaise au grade de médecin-inspecteur 3^e échelon (catégorie A1 — indice 2650/

2771) et mis à la disposition du Ministre de la santé publique (budget général, chapitre : 22 article 4), pour compter du 17 janvier 1963.

N° 41/MFP. du 8-2-63. — La décision n° 201/MFP du 26 février 1962 rappelant M. Ywassa B. Léonard, ingénieur contractuel à l'activité est rapporté.

La décision n° 235-D/MFP du 1^{er} août 1958 suspendant provisoirement l'effet du contrat de travail consenti à M. Ywassa B. Léonard est rapporté pour compter du 18 avril 1961.

M. Ywassa B. Léonard, ingénieur contractuel d'agriculture est maintenu à la disposition du Ministre de l'économie rurale.

Le présent arrêté aura effet au point de vue exclusif de l'ancienneté.

N° 42/MFP du 8-2-63. — L'effet de l'arrêté n° 85/MFP du 26 février 1962 portant réintégration de M. Palanga Djobo Benoit, commis des SAFC 2^e classe 2^e échelon est reporté au 18 avril 1961 au point de vue exclusif de l'ancienneté.

Intégrations

N° 36/MFP. du 8-2-63. — Les infirmiers d'Etat ci-après désignés, déclarés admis au concours professionnel d'accès au cadre des agents techniques (catégorie B) sont intégrés dans ledit cadre au grade d'agents techniques 2^e classe 1^{er} échelon (indice 750) pour compter du 1^{er} janvier 1963 :

Lawson Hellu Jean	Tcha Kondar Assoumanou
Nopporn Pauline	Kounkey Ambroise
Ames Vicentia	Nouchet Victor
Dorkenoo Thobias	Tutuaku Festus
Agboka Emmanuel	Fatchao Michel

N° 28/MFP. du 31-1-63. — M. Agbenou Venance, brigadier de police 1^{er} échelon du cadre de la sûreté nationale de la République du Niger (indice 80), rayé du contrôle des effectifs du Niger et mis à la disposition de la République togolaise, est intégré dans le cadre des gardiens de la paix au grade de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie D indice 430/464) et mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur (budget général : chapitre 12 — article 7), pour compter du 19 février 1963.

Engagements

N° 73/D/MFP. du 8-2-63. — Mlle. Lawson Félicia est engagée en qualité d'agent permanent (perforeuse) 3^e catégorie échelle A et mise à la disposition du Ministre des affaires économiques (service de la statistique) en remplacement de M. Ayayi Jean, agent licencié de son emploi.

Son traitement sera imputé au chapitre 14, article 19 du budget général.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} décembre 1962.

N° 74/D/MFP. du 8-2-63. — Sont engagés, pour compter du 1^{er} novembre 1962, en qualité d'agents permanents 3^e catégorie échelle A (perforeurs) :

Mlle. Miheaye Valérie	M. Ameyou Emmanuel
-----------------------	--------------------

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministre des affaires économiques (service de la statistique).

Leur traitement sera imputé au chapitre 14, article 19 du budget général.

Affectations

N° 54/D/MFP. du 5-2-63. — M. Tigoue Victor, administrateur civil 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au Ministère de l'Intérieur, est mis à la disposition du Ministre des affaires étrangères (budget général : chapitre 10, article 4).

N° 59/D/MFP. du 7-2-63. — M. Boukpassi Nossa Martin, commis d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon, agent spécial à Tsévié, est mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur (budget général : chapitre 12, article 5.)

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 60/D/MFP. du 7-2-63. — M. Akoueté Léonard, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service à la circonscription administrative d'Atakpamé, est mis à la disposition du Ministre de l'Information (budget général : chapitre 6, article 8).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 61/D/MFP. du 7-2-63. — M. Zinsou Victorin, agent permanent 5^e catégorie échelle B, précédemment en service à l'Ambassade de France, est mis à la disposition du Ministre des travaux publics, des transports, des postes et télécommunications (service des P.T.T.) pour compter du 30 janvier 1963 en remplacement de M. Figah Henri, agent permanent, absent de son poste.

Son traitement sera imputé au chapitre 18, article 5 du budget général.

N° 62/D/MFP. du 7-2-63. — M. Quenum Pierre Claver, commis d'administration principal 2^e échelon, en service au centre national hospitalier, est mis à la disposition du Ministre des finances (service des finances) en remplacement numérique de M. Kekeh Sogodzo Ernest, secrétaire d'administration, appelé à d'autres fonctions.

(Budget général : chapitre 14 — article 7).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 63/D/MFP. du 7-2-63. — M. Attivor Pierre, employé de bureau, en service au cabinet du Président de la République, est mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale, pour servir à l'E.P.C.I. de Sokodé, en qualité de professeur chargé de la sténo-dactylographie. (Budget général : chapitre 26 — article 8).

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} février 1963.

Mise et maintien en disponibilité

N° 32/MFP. du 5-2-63. — M. Lassey Hubert, gardien de la paix de 2^e classe, 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de la police du Togo, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée d'un (1) an renouvelable, pour compter du 15 février 1963.

N° 39/MFP. du 8-2-63. — M. Sessou Benjamin, gardien de la paix de 2^e classe, 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la police du Togo, placé dans la position de disponibilité sans traitement par arrêté n° 218/MFP. du 20 juillet 1962, est maintenu dans la même position pour une durée de trois (3) mois, à compter du 1^{er} février 1963.

Cessation de fonctions

N° 77/D/MFP. du 8-2-63. — Est constatée pour une durée d'un mois, pour compter du 12 février 1963, la cessation de fonctions de Mme. Atayi Scholastique, agent permanent 6^e catégorie échelle A.

Pendant toute la durée de sa cessation de fonctions, Mme. Atayi n'aura droit à aucun traitement.

Sanction disciplinaire

N° 38/MFP. du 8-2-63. — L'arrêté n° 361/MFP. du 21 novembre 1962 portant suspension de fonctions est rapporté pour compter de la date de signature du présent arrêté.

La sanction disciplinaire d'un an de retard à l'avancement est infligée à M. Allaglio Thomas, adjoint technique de 1^{re} classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, pour faute grave en service.

Exclusion temporaire

N° 37/MFP. du 8-2-63. — M. Adjami Anagonou, préposé 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des douanes est exclu temporairement de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, pour faute grave en service.

Pendant toute la durée de son exclusion, M. Adjami n'aura droit à aucun traitement, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 31 janvier 1963 à l'arrêté n° 155/MFP du 25 mai 1962 portant intégration des fonctionnaires des cadres de l'ex-A.O.F.

ADMINISTRATION GENERALE

a) Cadre des secrétaires d'administration-catégorie B.

Après :

Sivomey Marie

Ajouter :

Ajavon Phestèce, secrétaire d'adm. 2^e classe 4^e échelon, indicé 547 — secrétaire d'adm. 1^{re} classe 1^{er} échelon, indicé 1150 indice 1188

b) *Cadre des adjoints administratifs — catégorie C.*

Après :

Foadey Théodose

Supprimer :

Ajavon Phéstèce

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF du 8 février 1963 à l'arrêté n° 411/MFP du 29 décembre 1962 portant promotion.

Sont promus, au titre de l'année 1962, les fonctionnaires dont les noms suivent :

Premier semestre(pour compter du 1^{er} janvier 1962)*Au lieu de :*

POLICE

1^o — *Officier de police*Au 4^e échelon du grade d'officier de police de 2^e classe.
N'Soukpoe Alphonse, officier de police de 2^e classe, 3^e échelon.*Lire :*

POLICE

1^o — *Officier de police*Au 3^e échelon du grade d'officier de police 2^e classe.N'Soukpoe Alphonse, officier de police de 2^e classe 2^e échelon

(Le reste sans changement).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

NominationN° 4/D/MAE. du 1-2-63. — M. Denkey Ayi Antoine, secrétaire d'administration 2^e classe, 1^{er} échelon, mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques par décision n° 1074/MFP du 17 décembre 1962; est nommé attaché au cabinet du Ministre du commerce et de l'économie.

L'intéressé percevra à cet effet l'indemnité afférente à sa fonction.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} février 1963.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 5/MEN. du 4 février 1963 portant réorganisation du certificat d'aptitude pédagogique.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 fixant certaines modalités d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 pris en exécution de l'article 21 du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-23 du 23 janvier 1962 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de l'Enseignement, notamment le chapitre II du titre V,

A R R E T E :

Article premier. — Il est institué au Togo un certificat d'aptitude pédagogique (CAP) dont la possession est requise pour la titularisation dans le cadre des instituteurs.

Les épreuves de ce certificat d'aptitude pédagogique peuvent être subies sous forme d'examen par les candidats recrutés sur titre (BAC complet) et sous forme de concours pour les instituteurs-adjoints désirant accéder au grade d'instituteur.

Art. 2. — A) Les candidats recrutés sur titre sont astreints, pour être autorisés à se présenter à cet examen, à à remplir les conditions suivantes :

1^o — être âgés de 20 ans au moins et de 35 ans au plus à la date de l'examen2^o — avoir accompli au 1^{er} janvier de l'année de l'examen 1 an de service en qualité de stagiaire dans le cadre des instituteurs.

B) — Les instituteurs-adjoints candidats au concours du CAP doivent remplir les conditions suivantes :

1^o — être âgés de 20 ans au moins et de 35 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours2^o — avoir accompli au moins 5 ans de service effectif en qualité de titulaire dans le grade d'origine3^o — avoir obtenu aux deux dernières inspections une moyenne égale à 13

A titre transitoire et jusqu'en 1966 il ne sera pas tenu compte de la condition de limite supérieure d'âge à l'exclusion de toutes autres.

Art. 3. — Les candidatures sont reçues par les inspecteurs primaires qui procèdent à leur niveau à une première vérification de l'exactitude des pièces constituant le dossier de candidature et adressées ensuite à la direction de l'enseignement (Service des examens) à Lomé.

Art. 4. — Le dossier de candidature comprend :

1^o — Une demande de candidature rédigée sur papier libre format 21 x 27 et portant les nom et prénoms du candidat, la date et le lieu de naissance, l'état des services, la signature du candidat2^o — une pièce d'Etat-Civil.3^o — éventuellement une demande de dispense d'âge.

Art. 5. — Le registre des inscriptions est clos un mois avant la date des épreuves.

Art. 6. — Les épreuves écrites du CAP se dérouleront chaque année vers la fin du second trimestre de l'année scolaire en cours. Une décision du Ministre de l'éducation nationale prise sur proposition du directeur de l'enseignement en fixera la date et les centres.

Art. 7. — Une autre décision du Ministre de l'éducation nationale prise sur proposition du directeur de l'enseignement fixera la composition des commissions d'examen.

Art. 8. — Les commissions d'examen sont composées comme suit :

Président : l'Inspecteur d'académie ou son délégué*Membres :*

- Les inspecteurs primaires
- Des instituteurs et institutrices

Art. 9. — Le CAP comporte une épreuve écrite d'admissibilité, une épreuve orale et une épreuve pratique.

1^o — L'épreuve écrite qui a lieu à huis clos et à la même heure dans tous les centres consiste en une composition française sur un sujet d'éducation ou d'enseignement.

Durée 3 heures. Elle est notée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire, sauf délibération spéciale du jury.

2^o — L'épreuve pratique consiste en une classe de trois heures comprenant obligatoirement éducation physique et chant. Elle doit être subie par le candidat dans sa classe. En cas d'impossibilité, l'inspecteur d'académie désigne l'école.

3^o — L'épreuve orale comprend des interrogations sur l'administration et l'organisation de l'enseignement primaire, l'appréciation des cahiers de devoirs, des interrogations sur des sujets de pédagogie pratique. La durée de cette épreuve est d'au moins une demi-heure.

Chacune de ces épreuves est cotée de 0 à 20. Tout candidat qui n'obtient pas la note 10 à chacune des épreuves orales et pratiques est ajourné. Le bénéfice de l'admissibilité est conservé pour la session suivante.

Art. 10. — Sont déclarés admis à l'issue des épreuves orales et pratiques les candidats dont les notes répondent aux conditions ci-dessus énoncées. La liste définitive d'admission est arrêtée par le Ministre de l'éducation nationale.

Art. 11. — Toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion du candidat et l'interdiction de se présenter à l'examen pendant cinq ans.

Art. 12. — A titre transitoire et pour la session 1963 seulement, les instituteurs-adjoints titulaires du DAP et ayant au moins 30 ans de service au 1^{er} janvier 1963, seront dispensés de l'épreuve écrite et autorisés à subir l'épreuve orale et pratique.

Art. 13. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures et notamment l'arrêté n° 175-49/E du 1^{er} mars 1949.

Art. 14. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 février 1963

B. Lamboni

Examens professionnels

N° 13/D/MEN. du 31-1-63. — Le nombre de places mises aux différents examens professionnels de l'enseignement primaire pour l'année scolaire 1962-63 est fixé comme suit :

- 1 — Concours du Monitorat : 30 places
- 2 — Concours de l'Institutariat : 25 places
- 3 — Concours CAP Supérieur : 15 places

Affectation

N° 16/D/MEN. du 6-2-63. — Mlle. Gonçalves Célestine, institutrice adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service à Sokodé, est affectée à Kabou.

M. Kerim Abdou, agent permanent 1^{re} catégorie échelon A, en service à l'inspection primaire Sokodé, est affecté à l'inspection primaire Dapango (Atelier scolaire).

DIVERS

Avancement automatique d'échelon

Par arrêté du Ministre de la santé publique et de la population de la République française en date du 5 décembre 1962 :

Sont promus, pour compter de la date figurant au regard de leur nom, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, les médecins africains, les pharmaciens africains et les sages-femmes africaines, pendant la période du 1^{er} janvier 1959 au 1^{er} juillet 1962.

A. — Médecins

1^o Au grade de médecin africain principal 2^e échelon

Les médecins africains principaux 1^{er} échelon :

Coffi Emmanuel 1-1-1962
Aziabé Andréas 1-1-1962

C. — Sages-femmes

1^o Au grade de sage-femme africaine principale 2^e échelon

Les sages-femmes africaines principales 1^{er} échelon :

Edorh Julie 1-1-62.

Le directeur de l'administration générale du personnel et du budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES pour la fourniture de carburants pour le service des Travaux Publics du Togo.

Le Service des Travaux Publics du Togo se propose d'acheter les carburants (essence et gas-oil) nécessaires au fonctionnement pendant le 2^e trimestre de l'année 1963 des parcs automobiles et engins des Subdivisions de :

Travaux Publics du Sud à Lomé

Travaux Publics du Centre à Atakpamé

Travaux Publics du Nord à Sokodé.

Le devis-programme de ces fournitures ainsi que tous renseignements complémentaires pourront être demandés au Service des Travaux Publics du Togo (Bureau des Marchés).

Les soumissions, dans la forme indiquée au devis-programme, devront parvenir, par pli recommandé ou être déposées le 20 mars 1963 avant onze (11) heures G.M.T. à l'adresse suivante :

M. le Président de la Commission Consultative des Marchés, Palais du Gouvernement à Lomé.

L'ouverture des plis, qui sera publique, aura lieu le même jour à quinze (15) heures.

Lomé, le 25 février 1963

Le directeur du Service des Travaux Publics,

R. Marchal

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à formuler opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Suivant réquisition n° 4529, déposée le 3 janvier 1963, M. Ayité Comlan, maçon demeurant à Tsévié, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel, de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 as 02 cas situé à Tsévié, circonscription administrative de Tsévié connu sous le nom de Hétsavi et borné au nord par la route d'Agbatopé, à l'est par Amouzou Togo, au sud par Adéto Agbo et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.530, déposée le 3 janvier 1963, M. Atayi Augustin, profession de Prothésiste-dentiste, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 2 as, 39 cas, situé à Lomé, connu sous le nom de cocoteraie Olympio et borné au nord et à l'est par la propriété de M^{me} Priscillia de Medeiros, au sud par la rue des palmiers et à l'ouest par une rue projetée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.531, déposée le 4 janvier 1963, M. Togbui Agamah Maglo, profession de cultivateur, demeurant à Lomé et domicilié à Bé, administrateur et co-héritier, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble suburbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 14 has, 44 as, 46 cas, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Démévuimé et borné au nord par la collectivité Sakou, au sud par la collectivité Kougblenou Hoyi, à l'est par la collectivité Agboghodo Zillan et à l'ouest par le Titre foncier n° 1.172 de Lomé.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Agamah Maglo, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1^o Togbui Agamah Maglo, 2^o Kégbolo Maglo, 3^o Gaba Maglo, 4^o Akplaga Maglo, 5^o Komi Sémanou Maglo, 6^o Manalé Maglo, 7^o Miholé Maglo, 8^o Ayawo Woeipo Maglo.

Suivant réquisition, n° 4.532, déposée le 10 janvier 1963, M. Dohnani G. Prosper, agent de la Banque centrale, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 10 as, situé à Lomé-Tokoin et borné au nord par une rue projetée, au sud et à l'ouest par Kokou Adoglo et à l'est par une rue projetée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.533, déposée le 23 janvier 1963, M. Eusèbe Bocco, profession d'instituteur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 16 as, 65 cas, situé à Assahoun, circonscription administrative de Tsévié, connu sous le nom de Anagoto et borné au nord par un lot, à l'est par la route Lomé-Palimé, au sud par F. Kalipé (T.T. 2391) et à l'ouest par un terrain nu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.534, déposée le 23 janvier 1963, M. Bob Emmanuel, profession d'ingénieur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 as 06 cas, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Witt et borné au nord et à l'est par Attisso Tossou, au sud et à l'ouest par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.535, déposée le 30 janvier 1963, M^{me} Marguérite Ayaovi Kossi Joseph, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 ha 20 as, 74 cas, situé à Baguida, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Noudokopé et borné au nord par Simon Kpodar, à l'est par Tokpo Touvor, au sud par Koudjodji Sossou et à l'ouest par Gada Tokpo.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.536, déposée le 31 janvier 1963, M^{me} Charlotte Akossou, revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, avenue des Alliés, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel, de

nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 4 as, 72 cas, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé et borné au nord par une rue en projet, au sud et à l'est par Alphonse Aboni et à l'ouest par l'avenue du camp prolongée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.537, déposée le 1^{er} février 1963, M. Ibrahim Abdul Kérim, commis à l'hôpital, 9 rue des Haoussas, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6 as, 01 cas, situé à Lomé-Amoutivé-Tokoin et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud par Sevon Agboati et à l'ouest par Sedjedo Zegbla.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.538, déposée le 7 février 1963, M. Gbévé Emmanuel, garde togolais, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 as, situé à Lomé-Tokoin, commune de Lomé et borné à l'est et au sud par Sowodan A. Konou, au nord par Ali Salifou et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.539, déposée le 12 février 1963, M. Aounon Koffi Emile, chauffeur, demeurant et domicilié à Gbadago-Tokoin, 516 rue Amouzouvi Glokpor Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, nu, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 as, 34 cas, situé à Bè-Tokoin, circonscription administrative de Lomé et borné à l'est par une rue en projet, au nord par Dagnon Zigan, au sud et à l'ouest par Amekou Atony.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la Propriété Foncière,
E. K. Dogbé

Immatriculations au registre du commerce

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit moderne de première instance de Lomé le 27 décembre 1962 sous le n° 791 chronologique, M^{me} Curtat Jeannette, gérante de la Société dénommée « Société Nouvelle Pour

l'Expansion Commerciale Togolaise » (SONATO) a requis l'immatriculation au registre de commerce de ladite Société.

L'inscription a été faite au Livre 3 n° 132 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit moderne de première instance de Lomé le 5 janvier 1963 sous le n° 793 chronologique, M. Raymond Guerillot, agent commercial de la Société dénommée « Société Automobile et Industrielle du Bénin » (S.A.I.B.E.) a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

L'inscription a été faite au Livre 4 n° 125 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit moderne de première instance de Lomé le 18 janvier 1963 sous le n° 794 chronologique, M. Kudu Louis, gérant statutaire de la Société dénommée « Les Pompes Funèbres Togolaises » a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

L'inscription a été faite au Livre 3 n° 133 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit moderne de première instance de Lomé le 25 janvier 1963 sous le n° 795 chronologique, M. Houenassou Pascal a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « Etablissement Togolais d'Activités Commerciales » (Ets. T.A.C.O.).

Inscription faite au Livre 1 n° 191 analytique.

Pour insertion et avis :

Le Greffier en Chef,
E. T. Lawson

Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé

Par jugement en date du 11 janvier 1963, le Tribunal de Droit moderne de première instance de Lomé a déclaré en état de faillite ouverte, Francis Nayo Bruce, commerçant à Lomé.

Ledit Tribunal a fixé provisoirement au vingt six mai mil neuf cent soixante-deux la date d'ouverture des opérations de la faillite et a désigné M. Maurice Pierron, vice-président du Tribunal de Droit moderne de première instance de Lomé, et M. Sossah Boniface, expert-comptable à Lomé, respectivement Juge commissaire et syndic de la faillite.

Pour insertion et avis :
Le Greffier en Chef,
E. T. Lawson

NECROLOGIE

Le Ministre de la fonction publique a le regret de faire part du décès de :

M. Kaglan Michel, dactylographe du cadre de la Côte d'Ivoire, en service au Tribunal de Lomé, survenu le 28 décembre 1962 à Tokoin.

*

*

*

M. Lawson François, instituteur 2^e classe, 2^o échelon, survenu à Lama-Kara le 3 février 1963.

